



Yémen: menace de famine dans une «guerre oubliée»

Alors que la coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite menace de détruire le port par lequel transite l'aide humanitaire, contrôlé par les rebelles houthistes, de nombreuses ONG craignent pour le sort de millions de Yéménites.

Après six années de conflit dont deux de guerre civile, 7 700 morts, près de 50 000 blessés et des centaines de milliers de déplacés, les Yéménites s'apprêtent à faire face à une nouvelle calamité : la famine. Depuis plusieurs semaines, des dizaines d'ONG parmi les plus importantes au monde tentent de sonner l'alarme sur la situation humanitaire périlleuse à laquelle est confronté le Yémen, jusqu'ici sans grand succès. Cette crise alimentaire s'inscrit dans un contexte sans précédent de sécheresse (en partie due aux changements climatiques) qui affecte l'Afrique et la péninsule Arabique et fait craindre un phénomène rarement enregistré, celui de quatre famines simultanées : en Somalie, au Soudan du Sud, au Nigeria et au Yémen. Outre leur situation géographique, le point commun de ces quatre nations, ce sont les conflits qui durent depuis plusieurs années sur leur sol. Pour un spécialiste de l'aide humanitaire au sein d'une institution internationale qui, en raison de son devoir de réserve, préfère rester anonyme, « ces famines pourraient bien représenter un des pires désastres humains depuis la Seconde guerre mondiale. Et le plus grave est que c'était, et que c'est encore, évitable ». Dans le cas du Yémen, dont la population s'était soulevée lors du printemps arabe de 2011, le pays est désormais plongé dans une guerre violente avec des bombardements aériens, des tentatives de blocus et une intervention étrangère qui rend la situation encore plus complexe. Fin avril, sept ONG (dont Action contre la faim et Médecins du monde) ont lancé un appel conjoint au sujet du port d'Hodeida, sur la côte est du Yémen, qui est menacé de destruction par la coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU). Or, ce port assure 80 % à 90 % des importations de nourriture, de médicaments et de carburant du Yémen. C'est notamment par lui que transite, même difficilement, l'essentiel de l'aide humanitaire pour tout le Yémen. Il a déjà été fortement endommagé ces derniers mois par des bombardements aériens, mais s'il venait à être détruit complètement, ce seraient 19 millions de Yéménites, dont au moins 7 millions en situation de dépendance alimentaire, qui seraient menacés de famine. Le port d'Hodeida est aux mains des rebelles houthistes, qui contrôlent depuis des mois la capitale, Sanaa, et l'est du pays. Or, ces dernières semaines, des tracts ont été largués par des avions saoudiens, qui avertissent la population d'une offensive imminente sur le port. Sachant que la marine saoudienne organise déjà un blocus autour d'Hodeida, ne laissant passer que quelques navires de nourriture et de biens de première nécessité, qu'en outre, l'aviation saoudienne a déjà endommagé les grues de déchargement, la plupart des résidents et des humanitaires sur place redoutent une offensive finale sur le port, qu'ils imaginent se produire avant le début du ramadan (qui doit démarrer le 26 ou 27 mai 2017), car les grandes opérations militaires sont généralement suspendues durant le mois du jeûne. Pour les ONG qui ont lancé l'appel, « toute attaque sur le port nuirait gravement à la possibilité de faire passer des biens par cette voie stratégique, notamment une grande partie de l'aide humanitaire ainsi que la plupart des importations commerciales dont la population a besoin d'urgence. Les projections les plus optimistes estiment que même une opération militaire ne causant que des dommages minimaux aux infrastructures mettrait le port hors d'état de fonctionnement pour au moins six semaines. Une telle interruption serait catastrophique pour un pays ne disposant vraisemblablement plus que de quelques semaines de réserves de blé dans certaines régions ». Des élus américains se sont également adressés ces derniers jours au patron du Pentagone, James Mattis, pour lui demander de « reconsidérer » le soutien des États-Unis à cette probable offensive. Car c'est là que l'on touche du doigt la complexité et, pour les ONG, le scandale de la situation yéménite. En 2014, après trois ans de soubresauts et d'incertitudes liés au soulèvement de 2011 contre le président Ali Abdallah Saleh, des rebelles dans le nord, une région méprisée et ignorée par le sud du pays, prennent les armes et s'emparent assez vite de la capitale et d'une partie du pays. Or, ces insurgés sont des houthistes, issus d'une branche du chiisme, et ils sont soutenus par l'Iran. Cela suffit au grand voisin saoudien pour décider d'intervenir par les armes, en mars 2015, au nom de la lutte pour la suprématie régionale dans la « guerre froide » que se livrent l'Arabie saoudite et l'Iran. Comme partout ailleurs, profitant du chaos et de la déstabilisation du pays, des djihadistes d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) et de l'État islamique